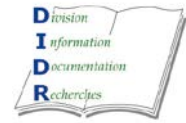


7 avril 2020



Diaspora ouïghoure et djihadisme

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	La diaspora ouïghoure de Turquie	3
1.1.	Aux origines de la diaspora ouïghoure de Turquie	3
1.2	Une diaspora hétérogène traversée par des idéologies divergentes.....	4
1.3.	Situation sécuritaire des membres de la diaspora.....	5
2.	La cause ouïghoure prise en étau dans les relations sino-turques	6
2.1.	Un soutien ambivalent du gouvernement turc	6
2.2.	La crise des passeports turcs délivrés en Asie du Sud-Est	8
3.	Les organisations ouïghoures soupçonnées de terrorisme.....	9
3.1.	Controverses autour de la liste d'organisations terroristes émise par les autorités chinoises	9
3.2.	L'Organisation de libération du Turkestan oriental (OLTO)	10
3.3.	L'Association de solidarité et d'éducation du Turkestan Oriental	11
4.	Les combattants ouïghours en Syrie et leurs liens allégués avec la Turquie.....	11
4.1	Le Mouvement islamique du Turkestan Oriental (MITO)	12
4.2	Le Parti islamique du Turkestan (PIT).....	13
4.3.	Les Ouïghours dans l'OEI	14
	Bibliographie	16

Résumé : La diaspora ouïghoure est implantée de longue date en Turquie. Elle s'est graduellement organisée autour d'associations de jeunesse ou dédiées à l'installation des immigrants. Des associations ouïghoures de Turquie et le gouvernement ont récemment été accusés d'accueillir des groupes extrémistes favorables au djihad et d'avoir facilité le transit de combattants vers la Syrie.

Abstract: The Uyghur diaspora has long been established in Turkey. It was gradually organized around youth associations or dedicated to the settlement of immigrants. Uighur associations in Turkey and the government have recently been accused of hosting jihadist extremist groups and of facilitating the transit of fighters to Syria.

Nota 1 : Le terme anglophone « turkic » a été traduit par « turk », terme ethnologique signifiant en français « relatif aux peuples de langues turciques ».

Nota 2 : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La diaspora ouïghoure de Turquie

1.1. Aux origines de la diaspora ouïghoure de Turquie

A partir de 1952, la Turquie a mis en œuvre une politique panturquiste d'accueil en faveur des Ouïghours et Kazakhs de Chine déplacés, fuyant l'avancée du régime communiste chinois. La diaspora ouïghoure s'est historiquement structurée en Turquie autour d'associations d'étudiants et d'organisations communautaires sans être ni homogène ni centralisée. En 1961, Isa Yusuf Alptekin, membre du premier gouvernement du Turkestan Oriental, militant nationaliste réfugié en Turquie, créa l'Association des émigrés du Turkestan Oriental (*Doğu Türkistan Göçmenler Derneği*) qui joua un rôle actif dans l'organisation de la diaspora ouïghoure en Turquie¹, au même titre que la Fondation du Turkestan oriental (*Doğu Türkistan Vaqfi*, fondée en 1978) ou l'Association d'entraide du Turkestan oriental (*Doğu Türkistan Kültür ve Dayanisma Derneği*, fondée en 1989)². Le décès de celui-ci en 1995, une figure majeure du nationalisme ouïghour aux côtés de Mehmet Emin Bughra, a mis en évidence l'impossibilité de trouver un *leader* consensuel pour les Ouïghours de Turquie.

Les hébergements provisoires des émigrés et réfugiés ouïghours arrivés en Turquie à partir des années 1960 sont organisés progressivement autour de **la municipalité de Zeytinburnu, à Istanbul, qui regroupe des membres des diasporas centre-asiatiques notamment, et de la ville de Kayseri**, chef-lieu de la province éponyme. A ce jour, ce sont toujours les zones de peuplement principales des Ouïghours en Turquie³.

Les chiffres de la diaspora ouïghoure en Turquie varient considérablement selon les sources et l'agence nationale des statistiques, *TurkStat*, ne propose pas d'analyse démographique par groupe ethnique ou origines nationales. **En 1998, Frédérique-Jeanne Besson estime leur nombre à 10 000**, chiffre ensuite repris en 2004 par Rémi Castets⁴. Ce nombre était de 300 000 d'après un article publié par *Le Figaro* en 2009⁵, et d'après un article de 2016 publié sur la revue en ligne *Novastan*⁶. Toutefois, les méthodologies utilisées pour produire ces différentes estimations ne sont pas explicitées. **D'après le Centre national du Turkestan oriental (*Doğu Türkistan Milli Meclis Başkanı*)**, une association de la diaspora ouïghoure en Turquie dirigée par Seyit Tümtürk⁷, **il y aurait 35 000 Ouïghours dans le pays en 2018**⁸. Le *New York Times*, dans un article de décembre 2019, estime pour sa part leur nombre à 50 000 dont 2 500 « sans-papiers »⁹.

L'ensemble de ces chiffres sont estimés sans qu'une source statistique ne soit citée et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une vérification. Il faut également tenir compte du fait qu'il n'est pas précisé si les personnes d'origine ouïghoure ayant obtenu la nationalité turque sont comptabilisées dans ces chiffres, si celles considérées comme ouïghoures sont uniquement originaires de Chine ou aussi d'autres républiques centre-asiatiques, ou si les « sans-papiers » sont pris en compte dans ces estimations.

¹ BESSON Frédérique-Jeanne, CEMOTI, n°25, 1998, p.161-192, [url](#)

² CASTETS Rémi, Relations internationales, vol. 145, n°1, 2011, [url](#)

³ International Center for Counter-Terrorism (ICCT), 11/2017, [url](#)

⁴ BESSON Frédérique-Jeanne, CEMOTI, n°25, 1998, p.161-192, [url](#); CASTETS Rémi, Les études du CERI, n°110, 10/2004, [url](#);

⁵ Le Figaro, 20/07/2009, [url](#)

⁶ Novastan, 14/05/2016, [url](#)

⁷ Seyit Tümtürk est cité dans une enquête d'Associated Press dans laquelle il est qualifié « d'activiste ouïghour en Turquie ayant souvent des contacts avec les combattants en Syrie ». AP News, 22/12/2017, [url](#)

⁸ Reuters, 28/03/2019, [url](#)

⁹ The New York Times, 21/12/2019, [url](#)

1.2 Une diaspora hétérogène traversée par des idéologies divergentes

Le clivage communiste/anticommuniste qui divisait les Ouïghours hors de Chine a disparu sous l'effet de la chute du Mur de Berlin à partir de 1989¹⁰. Frédérique-Jeanne Besson distingue alors une tension entre **deux pôles majeurs d'influence sur la diaspora ouïghoure de Turquie : d'une part, un pôle prônant une approche indépendantiste davantage laïcisée et pacifique**, situé en Allemagne notamment à travers le Congrès mondial ouïghour (appelé à l'origine Union mondiale de la jeunesse ouïghoure, UMJO, puis Congrès mondial de la jeunesse ouïghoure, CMJO) structurée autour du fils d'Isa Yusuf Alptekin, Erkin Alptekin ; **d'autre part, un pôle davantage empreint de religiosité autour d'hommes d'affaires ouïghours** intégrés en Arabie Saoudite. Elle décrit ainsi le fait que : « une partie des associations en Turquie, en Asie centrale et aux États-Unis, reçoit un financement des Ouïghours d'Arabie saoudite, ce qui donne à ce pays une certaine influence dans les débats internes de la diaspora ». En outre, elle notait que déjà : « **De jeunes Ouïghours qui ne se satisfont plus du militantisme des associations, légaliste et limité au lobbying, sont tentés par l'engagement dans les formations islamistes qui leur permettraient de recevoir un entraînement militaire** ». Dès avant le 11 septembre 2001, celle-ci soulignait que : « quelques dizaines de Ouïghours ont été entraînés en Afghanistan dans des camps formés par un Saoudien. D'autres sont entraînés par le parti pakistanais *Djamaat-al Islami*. On trouvait aussi quelques Ouïghours d'Ouzbékistan dans les troupes du général Dostum ».

Elle qualifiait « d'incompréhension » entre les migrants anciennement implantés de la diaspora et les nouveaux arrivants la place de la religiosité dans le débat politique sur l'indépendance du Turkestan Oriental, puisqu'elle expliquait que :

« Au Turkestan Oriental, l'islam est une composante identitaire importante et ils [les migrants nouvellement arrivés] sont très attachés aux droits religieux rétablis au début des années quatre-vingt. L'islam est aussi un vecteur de mobilisation politique, comme le prouve l'histoire des soulèvements de ces dernières années, souvent déclenchés par une provocation contre l'islam »¹¹.

Pour Rémi Castets, chercheur spécialisé sur les Ouïghours, certains jeunes Ouïghours particulièrement politisés et liés avec des organisations ultranationalistes turques ont donné à la diaspora ouïghoure et sa « scène militante » une image controversée qu'il qualifie de « sulfureuse ». D'après lui, l'OLTO a été créée en 1990 en Turquie par Mehmet Emin Hazret et est « considérée comme **une des branches armées de l'opposition nationaliste** ». Elle est notamment qualifiée par les autorités chinoises de « terroriste », car celles-ci l'accusent d'avoir perpétré des actions violentes¹².

En 2011, Rémi Castets percevait une recomposition politique au sein de la diaspora ouïghoure : « la disparition de l'ancienne ligne de fracture idéologique entre communistes et anticommunistes annonce l'apparition d'une nouvelle fracture, cette fois-ci entre les nationalistes et les franges de plus en plus ténues du jihadisme ouïghour. Défendant des programmes sociopolitiques radicalement différents, les uns ont fait le choix de miser sur le soutien des pays occidentaux, les autres de se rapprocher des réseaux jihadistes internationaux »¹³.

L'accentuation de la violence de la répression à l'encontre des Ouïghours au Xinjiang à partir de 2009 a poussé une partie de la population à prendre le chemin de l'exil. Dans un entretien avec l'agence de presse *Reuters* en 2017¹⁴, Recep Sadettin Akyol, président de l'Association des immigrants du Turkestan Oriental basée en Turquie (*Doğu Türkistan Göçmenler Derneği*), déclarait que : « parmi les arrivés (ces dernières années), nous avons

¹⁰ CASTETS Rémi, Les études du CERI, n°110, 10/2004, p.33, [url](#)

¹¹ BESSON Frédérique-Jeanne, CEMOTI, n°25, 1998, p.161-192, [url](#)

¹² CASTETS Rémi, Relations internationales, vol. 145, n°1, 2011, pp. 87-103, [url](#)

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Reuters, 06/01/2017, [url](#)

vu des personnes qui avaient été influencées par le mouvement wahhabite qui a de l'influence en Asie centrale et dans les pays turcophones ». Il ajoutait que : « certains de ceux qui arrivent ont mis en place des salles de prières séparées au lieu d'aller dans les mosquées officielles [...] Ils leur enseignent des choses qu'on ne connaît pas ».

1.3. Situation sécuritaire des membres de la diaspora

En 2019, *Reuters*, le *New York Times* et la *National Public Radio* (NPR) ont souligné les craintes nouvelles des Ouïghours qui font face à **des difficultés croissantes pour l'obtention des titres de séjour**. Ces derniers font état d'**arrestations par des policiers turcs**, de **réentions** ainsi que d'**expulsions vers la Chine**.

Reuters rapporte qu'à partir du 1^{er} janvier 2017, date de l'attentat de la discothèque *La Reina* à Istanbul, **les Ouïghours ont été soumis à des procédures plus strictes en matière de délivrance de visas et de permis de séjour**¹⁵. Dans les premiers jours suivants l'attaque, le principal suspect avait été identifié lui-même comme étant un Ouïghour chinois avant qu'il n'apparaisse qu'il était un citoyen ouzbek sans qu'il ne soit précisé s'il avait des origines ouïghoures lui-même¹⁶. Cet attentat a été revendiqué par l'Organisation de l'État islamique (OEI) deux jours après avoir été commis¹⁷. La justice turque a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de plusieurs ressortissants de pays d'Asie centrale ainsi que **d'onze Ouïghours de nationalité chinoise dans cette affaire**¹⁸.

Les Ouïghours, dans l'incapacité d'obtenir de nouveaux documents d'identité auprès de l'ambassade de Chine à l'exception d'un laissez-passer, se retrouvent sans aucun permis de séjour et exposés au risque d'être expulsés¹⁹. La radio américaine NPR relate plusieurs témoignages d'individus ayant fait l'objet d'arrestations de la part des autorités turques. **Ceux-ci décrivent des policiers en civil procédant à leur arrestation avant de les transférer dans des centres de rétention sans qu'aucun motif d'accusation officiel ne soit produit à leur encontre**. Plusieurs affirment avoir été relâchés sous réserve de s'engager à arrêter de militer contre le gouvernement chinois. L'un d'entre eux, nommé Parach, explique néanmoins dans l'article de NPR avoir été arrêté une première fois en 2017, sans être ensuite inquiété, en raison de ses contacts en Syrie où il recherchait son fils de onze ans qui serait parti rejoindre les combattants en 2014, après leur arrivée en Turquie²⁰.

Toujours d'après NPR, quatre cas d'expulsions vers le Tadjikistan puis vers la Chine ont pu être confirmés²¹. Parmi eux, Zinnetgul Tursun et ses deux filles, accusée par les autorités turques d'avoir traversé illégalement la frontière syrienne et d'être en réalité une citoyenne tadjike en raison de son mariage avec un ressortissant de ce pays. Cette dernière a, selon sa famille, été transférée en Chine depuis l'aéroport de Dushanbe. Ses filles ont été remises à leur grand-mère au Xinjiang avant que leur mère n'y soit arrêtée²².

En 2009 déjà, les craintes d'expulsion de la Turquie vers la Chine s'exprimaient comme le démontre le jugement de la Cour européenne de droits de l'Homme (CEDH) rendu en 2014. Cinq ressortissants chinois d'origine ouïghoure ayant fait l'objet d'arrestations et de tentatives d'expulsion de la part des autorités turques ont formulé un recours devant la CEDH²³. D'après le jugement rendu par ce tribunal, les requérants avaient été signalés aux

¹⁵ Reuters, 28/03/2019, [url](#)

¹⁶ Reuters, 06/01/2017, [url](#)

¹⁷ Hürriyet Daily News, 19/02/2019, [url](#)

¹⁸ Le Monde, 09/12/2017, [url](#)

¹⁹ *Idem*.

²⁰ NPR, 13/03/2020, [url](#)

²¹ *Idem*.

²² Radio Free Asia, 08/09/2019, [url](#)

²³ Conseil de l'Europe, Cour Européenne des Droits de l'Homme, 22/07/2014, [url](#)

autorités turques par les autorités chinoises en 2008 comme étant des membres du Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO), et présentés comme représentant un danger pour la sécurité intérieure notamment dans le cadre d'un ciblage potentiel des intérêts chinois. Les autorités turques ont nié devant la Cour le fait que ces ressortissants devaient être expulsés vers la Chine, arguant qu'ils avaient reçu une obligation de quitter le territoire **sans destination obligatoire**. La Cour a estimé dans son jugement : « **alors que le gouvernement allègue que les ordres d'expulsion pris contre les requérants n'impliquaient pas nécessairement leur renvoi en Chine, il s'agissait d'une possibilité bien réelle** en l'absence de preuve de la part du gouvernement d'avoir fait le moindre effort dans le but de sécuriser la réadmission des requérants dans un pays tiers. [...] La Cour fait référence sur ce point au rapport d'Amnesty International de 2012²⁴ [...], qui souligne que la Chine utilise son pouvoir financier croissant et son influence politique pour exercer une pression sur d'autres pays, notamment en Asie, afin de renvoyer de force des ressortissants chinois d'origine ouïghoure »²⁵.

Dans un article publié par la *Jamestown Foundation*, Ondřej Klimeš met en évidence l'utilisation par le gouvernement chinois de techniques d'intimidation et de coercition envers les membres de la diaspora : « **Plusieurs Ouïghours à Istanbul ont affirmé** durant des entretiens avec l'auteur **qu'ils avaient été directement contactés par du personnel de sécurité chinois via des communications à distance. Dans quelques cas, les personnes contactées faisaient l'objet de pression pour retourner chez eux [en Chine]. Dans d'autres cas, les personnes faisaient l'objet de pressions afin de les contraindre à fournir des informations sur leurs activités ou celles des Ouïghours de Turquie** »²⁶. Les autorités chinoises profèrent des menaces envers les familles de ces individus habitant toujours au Xinjiang afin de les pousser à coopérer. Toujours selon Ondřej Klimeš, ils ont également recours à des informateurs recrutés sous la contrainte et la menace.

2. La cause ouïghoure prise en étau dans les relations sino-turques

2.1. Un soutien ambivalent du gouvernement turc

En 1993, Recep Tayyip Erdoğan, alors maire d'Istanbul sous l'étiquette du Parti de la prospérité (aussi traduit par Parti du bien-être, *Refah partisi*), a inauguré un parc nommé en l'honneur d'Isa Yusuf Alptekin au cœur d'Istanbul. Après le décès de celui-ci, il a fait ériger une stèle commémorative en l'honneur des « martyrs du Turkestan oriental » dans le parc en déclarant « le Turkestan oriental n'est pas seulement le berceau des peuples turciques, mais aussi le berceau de l'histoire, de la civilisation et de la culture turcique. **Les martyrs du Turkestan oriental sont nos martyrs** »²⁷. D'après Frédérique-Jeanne Besson, les protestations du gouvernement chinois à l'époque ont contraint le ministère des Affaires étrangères turc à présenter des excuses officielles²⁸, mais la stèle ainsi que les drapeaux commémorant la république du Turkestan oriental n'ont pas été retirés²⁹.

²⁴ La décision de la CEDH s'appuie sur le rapport suivant : Amnesty International, 07/2004, [url](#)

²⁵ Conseil de l'Europe, Cour Européenne des Droits de l'Homme, 22/07/2014, p.20, [url](#)

²⁶ Jamestown Foundation, 01/11/2019, [url](#)

²⁷ TOPERICH Sasha, ÜNVER Aylin, « Turkey and transatlantic relations », Center for Transatlantic Relations SAIS, 13/02/2018

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Atlas Obscura, [url](#)

En 2006, **Rebiya Kadeer**, une activiste indépendantiste ouïghoure notoire ayant été emprisonnée en Chine et libérée grâce à une action diplomatique américaine³⁰, **a déclaré s'être vue refuser la délivrance d'un visa pour la Turquie**³¹³². En 2009, Recep Tayyip Erdoğan a assuré publiquement qu'un visa pourrait lui être délivré si elle en faisait la demande, sans répondre aux assertions de cette dernière concernant les refus qui lui avaient été opposés en 2006 et 2007³³.

En juillet 2009, à la suite des événements sanglants d'Ürümqi, des associations ouïghoures de Turquie ont organisé des manifestations dans une dizaine de villes turques³⁴. Recep Tayyip Erdoğan alors Premier ministre et dirigeant-fondateur du Parti justice et prospérité (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) a déclaré que le gouvernement chinois se rendait coupable « **d'une sorte de génocide** » visant les **Ouïghours**. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a réclamé alors un « boycott des produits chinois avant de faire machine arrière **en affirmant qu'il avait exprimé une opinion personnelle** » selon Frédérique-Jeanne Besson. Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères, a prôné l'apaisement en assurant les autorités chinoises du respect turc pour l'intégrité territoriale de la Chine.

Cependant, **en février 2019, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc, Hami Aksoy, a dénoncé l'existence des camps de rééducation au Xinjiang en affirmant que les prisonniers y étaient assujettis à de « la torture et du lavage de cerveau politique »**. Il a qualifié ces camps de « honte pour l'humanité » en appelant la communauté internationale et l'ONU à réagir³⁵. Les autorités chinoises ont démenti ces déclarations notamment par le biais de l'agence de presse officielle *Xinhua*³⁶. **En juillet 2019, le président Erdoğan, a adopté une position bien plus conciliante** envers les autorités chinoises lors d'une rencontre bilatérale avec le président Xi Jinping, en marge du G20 en déclarant qu'il était possible « de trouver une solution à ce problème en tenant compte des sensibilités des deux parties prenantes »³⁷ et en critiquant « ceux qui exploitent ce problème pour obtenir des gains »³⁸.

L'agence de presse *Xinhua* a publié un communiqué affirmant que le président turc aurait déclaré : « C'est un fait que les peuples du Xinjiang chinois vivent heureux dans le développement et la prospérité de la Chine ». Des sources diplomatiques turques en Chine citées de manière anonyme par le journal turc *Daily Sabah*³⁹ et par le journal chinois basé à Hong-Kong, le *South China Morning Post*⁴⁰, ont affirmé qu'il s'agissait d'une erreur de traduction et que la déclaration d'origine du président était que la Turquie « espère que les peuples du Xinjiang chinois vivent dans la paix et la prospérité ». Aucune déclaration officielle du gouvernement turc n'a cependant été faite à ce sujet. En février 2020, le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoğlu, a déclaré qu'il « [n'était] pas juste de qualifier tous les Ouïghours turks de terroristes uniquement parce qu'un ou deux terroristes sont issus d'un certain groupe ethnique », condamnant par la même occasion « la politique d'assimilation systématique à l'encontre des Ouïghours turks »⁴¹.

Le chercheur en sciences politiques Bayram Balci a analysé les circonvolutions de la politique turque à propos des Ouïghours, démontrant que les différents gouvernements ont oscillé entre un soutien historique au panturquisme et plus largement aux peuples

³⁰ The Diplomat, 25/10/2013, [url](#)

³¹ Taipei Times, 02/07/2012, [url](#)

³² Le Figaro, 20/07/2009, [url](#)

³³ The New York Times, 09/07/2009, [url](#)

³⁴ Le Figaro, 20/07/2009, [url](#)

³⁵ CNN, 11/02/2019, [url](#)

³⁶ SupChina, 02/07/2019, [url](#)

³⁷ Le Figaro, 04/07/2019, [url](#)

³⁸ CNN, 05/07/2019, [url](#)

³⁹ Daily Sabah, 16/08/2019, [url](#)

⁴⁰ South China Morning Post, 22/07/2019, [url](#)

⁴¹ Middle East Monitor, 18/02/2020, [url](#)

musulmans opprimés, héritage de l'Empire Ottoman, et ce qu'il qualifie de « pragmatisme bienveillant » dans un contexte de recherche d'alliances nouvelles et d'accords commerciaux conséquents pour développer son économie⁴².

La NPR cite à la fin de l'année 2019 les propos de Cevdet Yilmaz, vice-président de l'AKP chargé de la politique étrangère, se distançant considérablement de la problématique ouïghoure : « **nous n'avons pas de politique spécifique relative au peuple ouïghour**. Il s'agit de la sécurité générale de la Turquie et de la coopération internationale en matière sécuritaire [...] Nous croyons que les Ouïghours doivent résoudre eux-mêmes leurs problèmes, s'ils en ont, avec les autorités chinoises [...] Nous ne souhaitons pas voir ces problèmes utilisés pour mettre en péril nos relations avec la Chine⁴³. »

2.2. La crise des passeports turcs délivrés en Asie du Sud-Est

Le 17 août 2015, un attentat perpétré à Bangkok dans le temple hindouiste d'Erawan a causé la mort de 20 personnes. Les autorités thaïlandaises ont arrêté et jugé deux Ouïghours de Chine pour cette attaque⁴⁴. Ces derniers ont nié leur implication dans ces faits et ont fait part d'allégations de tortures pour leur soutirer des aveux, ce que les autorités thaïlandaises ont nié à leur tour⁴⁵. Aucun verdict n'a été prononcé à ce jour dans cette affaire⁴⁶. Cet attentat est présenté comme une mesure de rétorsion ou un acte de vengeance un mois après que des centaines de ressortissants chinois d'origine ouïghoure ont été expulsés vers la Chine par les autorités thaïlandaises, ce qui a été confirmé par ces dernières⁴⁷. Ces expulsions ont provoqué des manifestations en Turquie et des rassemblements ayant entraîné des dégradations sur le bâtiment du consulat de Thaïlande à Istanbul⁴⁸. **L'un des principaux suspects de l'attentat de Bangkok était détenteur d'un faux passeport turc** de qualité médiocre qui a rapidement été présenté aux médias⁴⁹.

Ces faits ont mis en lumière l'existence d'un réseau migratoire clandestin important de Ouïghours chinois à travers l'Asie du sud-est, avec pour destination finale l'Asie centrale ou la Turquie. En 2014, plus de 200 migrants ouïghours ont été arrêtés en Thaïlande et menacés d'expulsion vers la Chine⁵⁰. La même année, le quotidien chinois *Global Times*, proche des autorités chinoises, relayait des accusations selon lesquelles les autorités turques fournissaient des documents de voyage aux Ouïghours en Asie du Sud-Est et facilitaient leur transit vers la zone irako-syrienne. **L'article mentionne « la politique ambiguë » de la Turquie et dénonce la présence d'environ 300 « extrémistes chinois » dans cette zone**⁵¹.

En janvier 2015, le *Global Times* a relaté l'arrestation de ressortissants turcs et chinois ouïghours pour la **vente de faux passeports sur le sol chinois**. Selon les déclarations officielles, des documents à caractère « terroristes » auraient été retrouvés sur les téléphones de certains suspects⁵².

Reuters relaie les témoignages d'individus ouïghours arrivés en Turquie affirmant avoir reçu des documents de voyage de la part des autorités consulaires turques, notamment

⁴² BALCI Bayram, *Orient XXI*, 10/10/2019, [url](#)

⁴³ NPR, 13/03/2020, [url](#)

⁴⁴ RFI, 23/08/2016, [url](#)

⁴⁵ Le Point, 16/02/2016, [url](#)

⁴⁶ The Straits Times, 18/08/2017, [url](#)

⁴⁷ Bangkok Post, 09/07/2015, [url](#)

⁴⁸ BBC, 10/07/2015 [url](#)

⁴⁹ The Guardian, 30/08/2015, [url](#)

⁵⁰ RFI, 14/03/2014, [url](#)

⁵¹ Global Times, 15/12/2014, [url](#)

⁵² BBC, 14/01/2015, [url](#)

en Malaisie. Ce document est intitulé « **Document de la République turque de voyage d'urgence pour étrangers** » et ne permet, selon l'article, que d'entrer sur le territoire turc. Les autorités turques n'ont pas confirmé l'existence et la distribution de tels documents⁵³. Les autorités turques ont dénoncé, pour leur part, des réseaux de faux passeports en Asie centrale, notamment au Kirghizstan⁵⁴ activés par des ressortissants chinois.⁵⁵

3. Les organisations ouïghoures soupçonnées de terrorisme

3.1. Controverses autour de la liste d'organisations terroristes émise par les autorités chinoises

Le 21 janvier 2002, les autorités chinoises ont publié un document intitulé « Les forces terroristes du Turkestan oriental ne peuvent pas s'en sortir impunément » dans lequel elles détaillent leurs allégations à l'encontre de groupes présumés terroristes et liés à Al Qaïda sur le sol chinois. Ce document présente des faits criminels et des attentats perpétrés en Chine ou contre les intérêts chinois à l'étranger. Le ministère de la Sécurité publique chinois a publié en 2003 une liste de quatre organisations ouïghoures et de onze personnalités qualifiées de « terroristes ». Ces organisations étaient : le MITO, l'OLTO, le Centre d'information du Turkestan oriental et l'Union mondiale des jeunes ouïghoures (UMJO), devenue le Congrès mondial ouïghour (CMO)⁵⁶. **L'ONU et les États-Unis, qui ont classé le MITO parmi les organisations terroristes en 2002, ont refusé d'inclure les autres organisations présentées comme terroristes par le gouvernement chinois.**

Selon Rémi Castets : « La définition extensive du terrorisme adoptée par les autorités chinoises tend à décrédibiliser la campagne en question. Cette liste regroupe en effet des organisations et des militants aux modes d'action politique très différents. Certains groupuscules tels le MITO ou l'Organisation de libération du Turkestan oriental (OLTO), accusés d'être impliqués dans des actions armées, sont mis sur le même plan que des organisations non violentes de lobbying telles que le Centre d'information du Turkestan oriental (CITO) ou l'UMJO. En fait, il semble qu'à travers l'inscription du CITO et du CMJO [Congrès Mondial de la Jeunesse Ouïgour, actuel CMO] sur la liste chinoise, **les autorités de Pékin tentent de discréditer le pôle militant occidental de la contestation ouïghoure** »⁵⁷.

*Human Rights Watch*⁵⁸ et *Amnesty International*⁵⁹ ont vivement critiqué et remis en cause les classifications utilisées par les autorités chinoises, accusées d'utiliser le contexte post-2001 de « guerre contre le terrorisme » à des fins de répression de mouvements indépendantistes non-violents et plus généralement pour faire taire toute forme de contestation. *Amnesty International* souligne l'absence de sources concordantes concernant les faits allégués de terrorisme attribués par les autorités chinoises à diverses organisations dans le document émis en 2002. En outre, l'organisation rejette les allégations faites sur la base d'aveux obtenus potentiellement sous la torture et dénonce l'absence d'informations concrètes au sujet du MITO ou de l'OLTO.

Le Congrès mondial ouïghour (CMO) se revendique, par exemple, indépendantiste et non-violent. Le CMO a été créé en 2004 et est issu de la fusion de l'UMJO avec le Centre national du Turkestan oriental (CNTO) originellement basé à Ankara qui « arrive à

⁵³ Reuters, 27/07/2015, [url](#)

⁵⁴ Radio Free Europe – Radio Liberty, 18/05/2016, [url](#)

⁵⁵ The Diplomat, 17/08/2016, [url](#)

⁵⁶ Mission permanente de la République populaire de Chine auprès du bureau des Nations unies à Genève et d'autres organisations internationales en Suisse, 15/12/2003, [url](#)

⁵⁷ CASTETS Rémi, Les études du CERJ, n°110, 10/2004, [url](#)

⁵⁸ Human Rights Watch, 04/2005, [url](#)

⁵⁹ Amnesty International, 07/2004, [url](#)

rallier la plupart des organisations non violentes de la diaspora d'Occident, de Turquie et d'Asie centrale⁶⁰ ». L'organisation présente sur son site web une liste de ses activités en lien avec la Commission des droits de l'Homme des Nations unies, le parlement européen ou encore le gouvernement allemand⁶¹. Elle a son siège à Munich, en Allemagne, et bénéficie du soutien financier de l'*US National Endowment for Democracy*, une association philanthropique américaine financée en partie par des fonds du Congrès américain. L'association a offert une bourse de 380 000 dollars américain à l'organisation en 2019⁶².

Cette classification d'organisations indépendantistes ouïghoures non-violentes à côté d'organisations prônant la lutte armée a été dénoncée par des diplomates allemands et des États-Unis, accusant la Chine de « tenter de faire taire une minorité persécutée », alors que le gouvernement chinois s'opposait à la prise de parole d'Isa Dolkun, président du CMO et représentant des Ouïghours auprès de l'Organisation des peuples non représentés (UNPO), à une conférence aux Nations unies à New-York⁶³. En 2018, *Interpol* a pris la décision de retirer la notice rouge émise à la suite d'un signalement du gouvernement chinois à l'encontre d'Isa Dolkun. L'organisation internationale de coopération policière n'a pas officiellement commenté cette décision. Le ministère des Affaires étrangères chinois a exprimé son « mécontentement » et affirmé : « Dolkun Isa est un terroriste, comme cela a été établi par le gouvernement chinois »⁶⁴.

3.2. L'Organisation de libération du Turkestan oriental (OLTO)

Pour Rémi Castets : « elle [l'OLTO] structure rapidement des réseaux clandestins en Asie centrale et au Xinjiang, où elle conduit une succession d'actions parfois sanglantes »⁶⁵. Les autorités chinoises lui attribuent des actes terroristes en Chine et au Kirghizstan dans son document de 2002 intitulé « Les organisations terroristes du Turkestan oriental ne peuvent pas s'en sortir impunément »⁶⁶. L'OLTO (en ouïghour latinisé : *Şarqiy Türkistan Azatlik Täshkilatı*) a été inscrite sur la liste des organisations terroristes des autorités chinoises en 2003, tout comme son fondateur. En 2006, le Kazakhstan l'a classée comme organisation terroriste, tout comme le Kirghizstan en 2007. **L'organisation n'a toutefois été classée comme « organisation terroriste » ni par l'administration américaine, ni par l'ONU** malgré les velléités de la Chine⁶⁷.

Le 24 janvier 2003, Mehmet Emin Hazret a accordé une interview téléphonique à *Radio Free Asia* (RFA) au cours de laquelle il a nié les liens allégués par les autorités chinoises entre son organisation et le MITO, Al Qaïda, Oussama Ben Laden ou les talibans. Il a soutenu alors être engagé dans la recherche d'une solution « pacifique » à la situation des Ouïghours du Xinjiang tout en admettant qu'il pourrait y avoir nécessité de créer une aile militaire à son organisation pour cibler les intérêts chinois en raison des violations des droits humains perpétrées par le gouvernement chinois dans cette région⁶⁸.

Le 22 avril 2002, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) du Canada a publié une recherche au sujet de cette organisation dans laquelle elle signale que l'organisation a été « mentionnée » dans l'affaire du meurtre d'un restaurateur chinois à Istanbul⁶⁹. La source d'origine sur laquelle s'appuie cette information n'a pas pu être consultée et aucune information complémentaire ne s'est avérée accessible sur cet événement parmi les sources publiques consultées.

⁶⁰ CASTETS Rémi, Les études du CERI, n°110, 10/2004, [url](#)

⁶¹ Site web du Congrès Mondial Ouïghour, [url](#)

⁶² US National Endowment for Democracy, [url](#)

⁶³ Foreign Policy, 25/05/2018 [url](#)

⁶⁴ Reuters, 24/02/2018

⁶⁵ CASTETS Rémi, Relations internationales, vol. 145, n°1, 2011, pp. 87-103, [url](#)

⁶⁶ China.org.cn, 21/01/2002, [url](#)

⁶⁷ China Daily, 15/12/2003, [url](#)

⁶⁸ Radio Free Asia, 29/01/2003, [url](#)

⁶⁹ Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, 22/04/2002, [url](#)

En 2009, la *Jamestown Foundation* a fait également mention de soupçons à l'encontre de cette organisation dans le cadre d'agressions de citoyens chinois en Turquie et souligne que celle-ci aurait « une activité limitée en Turquie », mais, là encore, les sources à l'origine de cette information ne se sont pas avérées accessibles parmi les sources publiques consultées⁷⁰.

3.3. L'Association de solidarité et d'éducation du Turkestan Oriental

Les autorités chinoises ont affirmé en 2012 que l'Association de solidarité et d'éducation du Turkestan Oriental (en turc : *Doğu Türkistan maarif ve dayanışma derneği*) basée à Istanbul, et le MITO « ont organisé le passage de leurs membres en Syrie pour le jihad »⁷¹. Cette information a été reprise par le quotidien chinois proche des autorités, le *Global Times*⁷², citant des sources parmi « les autorités antiterroristes chinoises ». L'association a nié ces allégations dans un communiqué publié sur son site web et **a revendiqué son soutien aux forces prodémocratiques en Syrie**, rappelant la légalité de son statut associatif⁷³. Ces accusations ont été relayées par la *Jamestown Foundation* dans un article de Jacob Zenn⁷⁴. L'association a publié un communiqué pour contester directement les allégations de cet article. Elle indique n'avoir aucune affiliation avec Al Qaïda ou les talibans.⁷⁵

L'association est membre de l'Union des ONG du monde islamique⁷⁶, un réseau d'associations islamiques. Elle se présente comme ayant été fondée en 2006 et étant présidée par Hidayet Oguzhan. Son siège social est situé dans le quartier Fatih à Istanbul. L'association présente sa mission comme étant : « d'éduquer et élever les musulmans turkestanais qui souffrent d'une oppression incroyable du cruel régime communiste chinois, vivant au Turkestan oriental mais aussi à l'étranger, en répondant à leurs besoins islamiques, sociaux, culturels, spirituels et terrestres »⁷⁷.

4. Les combattants ouïghours en Syrie et leurs liens allégués avec la Turquie

Selon *Associated Press*⁷⁸, des diplomates chinois ainsi que des activistes ouïghours de Turquie déplorent **un soutien allégué des autorités turques aux membres du Parti islamique du Turkestan (PIT)**, une organisation islamiste armée. Ainsi, d'après cette enquête : « Les leaders ouïghours disent que la police turque a relâché plusieurs recruteurs ouïghours djihadistes bien connus même après que la communauté ait transmis des informations permettant leur arrestation ». Omer Kanat, directeur du Projet pour les droits humains ouïghours (*Uyghur Human Rights Project*), basé à Washington, y est cité ainsi : « Il y a des soupçons portant sur le fait que ces recruteurs ont des liens avec des individus ou des agences du gouvernement [...] ils font semblant de ne rien voir ».

⁷⁰ Jamestown Foundation, 01/10/2009, [url](#)

⁷¹ France Soir, 15/03/2017, [url](#)

⁷² Global Times, 29/10/2012, [url](#)

⁷³ Site web de l'Association de Solidarité et d'Éducation du Turkestan Oriental, [url](#)

⁷⁴ Jamestown Foundation, 07/09/2018, [url](#)

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Site web de l'Union des ONG du monde islamique, [url](#)

⁷⁷ Site web de l'Association de Solidarité et d'Éducation du Turkestan Oriental, [url](#)

⁷⁸ AP News, 22/12/2017, [url](#)

4.1 Le Mouvement islamique du Turkestan Oriental (MITO)

Selon Rémi Castets, le MITO a été créé par Hasan Makhsum (ou Hasan Mahsum) après son départ de Chine en 1997 dans la zone afghano-pakistanaise. Il succède alors à l'existence de divers groupuscules islamistes ayant fait l'objet d'une forte répression des autorités chinoises à partir des années 1990. Avec le soutien du réseau Haqqani et d'Oussama Ben Laden, Hasan Makhsum aurait obtenu l'autorisation de fonder un camp d'entraînement en Afghanistan, dans la province de Khost. Il aurait alors tenté de recruter des combattants et des soutiens parmi les membres de la diaspora ouïghoure en Asie centrale, au Pakistan, en Afghanistan et au Xinjiang directement, d'après les témoignages des prisonniers ouïghours de Guantanamo publiés par l'administration américaine analysés par Rémi Castets. L'objectif initial du groupe, connu notamment à travers ces témoignages était alors de fonder un sanctuaire pour échapper à l'influence chinoise⁷⁹. Les moyens de l'organisation étaient « limités », mais le mouvement « **dispensait dans ses camps à la fois un entraînement religieux et un entraînement au combat et aux actions terroristes** ». Rémi Castets ajoute que : « les témoignages des recrues font état de camps spartiates et mal équipés ». Pour le chercheur, **le MITO se serait transformé en Parti islamique du Turkestan (PIT)** alors qu'un projet commun pour installer un régime théocratique en Asie Centrale aurait été formalisé avec le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), lui aussi présent sur le terrain afghan. Hasan Makhsum a été tué par les forces pakistanaises en 2003.

Selon la chercheuse en sciences sociales et professeure de langue ouïghoure Dilnur Reyhan, le MITO a fait son apparition dans les discours officiels chinois après le 11 septembre 2001 dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » initiée par les États-Unis et ce, « afin de se rallier à la lutte antiterrorisme (*sic*) américaine ». ⁸⁰ Colin P. Clarke et Paul Rexton Kan proposent une analyse similaire dans leur recherche sur les combattants étrangers ouïghours en Afghanistan⁸¹, puisqu'ils soulignent que le MITO a : « attiré l'attention du monde pour la première fois en 2001, lorsque les États-Unis et les forces de la coalition ont tué et capturé un certain nombre d'entre eux combattant aux côtés d'Al Qaida et des taliban en Afghanistan sous la bannière du Mouvement islamique du Turkestan oriental ». 22 combattants ouïghours ont été capturés en 2001 par les forces de la coalition internationale, l'armée pakistanaise et l'armée américaine en Afghanistan et au Pakistan avec des membres d'Al Qaida et des talibans. Clarke et Kan avancent que **le MITO « opère (en Syrie) sous le nom de Parti islamique du Turkestan (PIT)** aussi connu comme la "**katibat turkestan**" » et qu'il s'agit donc d'une seule et même organisation. Un article du média *The Diplomat* estime en revanche que le MITO « s'est divisé en plusieurs branches et s'est renommé Parti islamique du Turkestan »⁸².

Les États-Unis⁸³ et l'ONU ont classé le MITO parmi les organisations terroristes le 3 septembre 2002⁸⁴. Les services du Trésor américains qui imposent des sanctions financières aux organisations terroristes soulignent également que le MITO est « aussi connu sous le nom de Parti islamique du Turkestan Oriental⁸⁵ ». La Chine n'a, en revanche, jamais inscrit le Parti Islamique du Turkestan Oriental (PITO) ou le PIT sur sa liste d'organisations terroristes. Toutefois, les combattants ouïghours en Syrie communiquent abondamment sous la bannière d'une autre organisation, le Parti islamique du Turkestan (PIT).

⁷⁹ CASTETS Rémi, *Asialyst*, 11/03/2020, [url](#)

⁸⁰ REYHAN Dilnur, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 09/2019, [url](#)

⁸¹ International Center for Counter-Terrorism, 11/2017, [url](#)

⁸² *The Diplomat*, 30/06/2017, [url](#)

⁸³ Direction du Trésor des États-Unis, "Executive order 13224", [url](#)

⁸⁴ Direction du Trésor des États-Unis, "Press Statement on the UN Designation of The Eastern Turkistan Islamic Movement, 09/12/2002, [url](#)

⁸⁵ Direction du Trésor des États-Unis, « Treasury Targets Leader of Group Tied to Al Qaida », 20/04/2009, [url](#)

En 2012, les autorités chinoises ont accusé des membres du MITO d'avoir envoyé des combattants sous la bannière d'Al Qaïda et de l'OEI en Syrie⁸⁶. **En 2017, la Turquie a annoncé officiellement avoir classé le MITO parmi les organisations terroristes** par une déclaration du ministre des Affaires étrangères reprise dans la presse chinoise⁸⁷.

4.2 Le Parti islamique du Turkestan (PIT)

Il ne s'agit pas de la même organisation que le Parti islamique du Turkestan Oriental (PITO) de Yusuf Zeydin qui se situe au Sud Xinjiang dans les années 1990 et serait impliqué dans l'insurrection de Barin⁸⁸.

Selon Stéphane Mantoux, agrégé d'Histoire, spécialiste des questions de défense et observateur du conflit irako-syrien pour le journal *France Soir*, en 2008, le Parti islamique du Turkestan (PIT) apparaît sur la scène internationale avec ses premières communications sur son site web, intitulé *Islam Awazi* (La voix de l'Islam)⁸⁹. Son dirigeant est **Albul Haq Al-Turkestani** qui a prêté allégeance au mollah Omar. Depuis 2008, ce groupe publie une revue quadrimestrielle en langue arabe intitulée *Turkistan al-islamiyya*. Dès 2012 ou 2013, des membres du PIT ont rejoint la Syrie, puisqu'ils y revendiquent leur présence et apparaissent sur des vidéos de propagande. Le PIT diffuse sur les réseaux sociaux des vidéos montrant ses combattants « martyrs » et ses camps d'entraînement mettant en scène l'endoctrinement d'enfants au nord-ouest de la Syrie. Leur présence y est confirmée dès 2014 puisque des combattants ouïghours du PIT apparaissent sur des vidéos de propagande concernant leurs actions dans ce pays⁹⁰. Le PIT se revendiquerait « comme le successeur du MITO », cependant Stéphane Mantoux estime que :

« Il est difficile de dire s'il est l'héritier du Mouvement Islamique du Turkestan Oriental auquel le gouvernement chinois prête des centaines d'attaques entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 ».

Le PIT revendiquerait avant 2017 « 300 à 500 combattants au Pakistan et des antennes en Turquie et en Syrie »⁹¹. Stéphane Mantoux précise, par exemple, que: « En octobre 2014, le PIT met en ligne sur son site, probablement administré depuis la Turquie, un livret en ouïghour à destination des femmes, puis un autre justifiant le djihad en Syrie ». D'après Rémi Castets, entre 2012 et 2013 le mouvement « mobilise des réseaux de soutien en Turquie ⁹²».

Le PIT est aux côtés du Front Al-Nosra **principalement dans la province d'Idlib et notamment autour de la ville de Jishr Al-Shugur prise en 2015 où de nombreux combattants ouïghours se seraient installés avec leurs familles**. La chaîne d'information libanaise *Al Mayadeen* a produit un reportage sur l'installation de familles chinoises ouïghoures à Jishr Al Shugur et Zanbaq, **accusant la Turquie d'organiser cette implantation** afin de remplacer la population syrienne locale⁹³.

L'ambassadeur chinois auprès des autorités syriennes a déclaré estimer le nombre de combattants ouïghours chinois en Syrie à 5 000, ce chiffre comprenant les membres du TIP ainsi que ceux ayant rejoint l'OEI. Les allégations quant au nombre de Ouïghours présents sur les zones contrôlées par les mouvements armés islamistes en Syrie varient considérablement et ne peuvent être vérifiées⁹⁴. Un article du *think tank* Center for Global Policy, avance des chiffres allant de 500 familles ou 1 500 combattants en 2015 à 4 300

⁸⁶ Global Times, 29/10/2012, [url](#)

⁸⁷ Euronews, 03/08/2017, [url](#)

⁸⁸ CASTETS Rémi, Les études du CERJ, n°110, 10/2004, p.25-27, [url](#)

⁸⁹ Jamestown Foundation, 07/09/2018, [url](#)

⁹⁰ France Soir, 15/05/2017, [url](#)

⁹¹ *Idem*, [url](#)

⁹² CASTETS Rémi, Asialyst, 11/03/2020, [url](#)

⁹³ MEMRI, 03/09/2015, [url](#)

⁹⁴ Reuters, 20/08/2018, [url](#)

voire 5 000 combattants selon les différentes sources utilisées⁹⁵. Un reportage vidéo de la chaîne dubaïote *Al Aan TV* présente une estimation de la présence ouïghoure à Jishr Al Shugur entre 10 000 et 20 000 individus, combattants et familles incluses⁹⁶.

Selon *France Soir*, Abdul Haq al-Turkeستاني, qualifié d'« émir » du PIT en Syrie, a critiqué violemment l'OEI et le MIO qui a prêté allégeance à l'OEI en 2015. Il a ainsi réaffirmé sa loyauté à Al Qaïda⁹⁷. En 2018, *FDD's Long War Journal* a publié une analyse particulièrement précise des communications officielles du PIT en Syrie revendiquant sa **proximité intellectuelle avec Al-Qaïda⁹⁸ et son allégeance à cette organisation**. L'analyse cite le site d'informations turcophone *Doğu Türkistan Bülteni* comme « la deuxième source la plus fiable [après les informations directes du PIT], puisque le site web est une source fiable sur les opérations du groupe [...] donnant régulièrement des informations sur les activités du PIT et disséminant la propagande du groupe ». **Ce journal en ligne proposait également, en 2018, des liens vers des comptes sur les réseaux sociaux *Whatsapp* et *Telegram* pour faire des dons au bénéfice du PIT et de ses combattants en Syrie. Le numéro de téléphone mentionné est une ligne téléphonique turque**. Le PIT a publié de nombreuses photographies et vidéos de ses activités en Syrie en 2019 alors que les combattants se trouvaient aux côtés du groupe *Hayat Tahrir al-Cham*⁹⁹. Une bannière publicitaire pour le PIT diffusée sur le site *Doğu Türkistan Bülteni* invite à envoyer de l'argent pour le soutenir et à rejoindre ses combattants en mentionnant : « Bonne nouvelle, pour ceux qui veulent soutenir matériellement le jihad – mettez vos biens et vos vies au service du jihad pour lutter contre les idolâtres. Vous pouvez contacter ce numéro rejoindre les moudjahidines de la communauté islamique du Turkestan qui luttent contre les oppresseurs à Idlib »¹⁰⁰.

Au début de l'année 2020, un entretien accordé au *think tank* International Crisis Group (ICG) par Abu Mohammad Al Jolani, à la tête du groupe djihadiste *Hayat Tahrir al-Cham*, l'un des héritiers du Front Al Nosra, permet de confirmer la présence de combattants ouïghours parmi les rangs de ce groupe dans le nord de la Syrie¹⁰¹. Les combattants du TIP apparaissent pris en étau dans les conflits opposants les différents groupes djihadistes de Syrie, à l'image du conflit entre le *Hayat Tahrir al-Cham* et le *Jabhat Tahrir Souriya*¹⁰². Selon le Center for Global Policy, **le TIP est toujours allié avec le Hayat Tahrir al-Cham** et ses combattants sont perçus comme particulièrement dévoués et compétents par les autres djihadistes¹⁰³.

4.3. Les Ouïghours dans l'OEI

Le 27 février 2017, l'OEI a mis en ligne une vidéo consacrée aux Ouïghours présents dans ses rangs¹⁰⁴.

Selon une étude du *think tank* New America fondée sur des documents de l'OEI communiqués par un déserteur concernant l'enrôlement de nouvelles recrues dont 114 Ouïghours chinois¹⁰⁵, aucune de celles-ci n'a fait d'études supérieures, 70% n'avaient jamais quitté la Chine avant de rejoindre les rangs de l'OEI et aucune n'avait combattu par le passé. Selon Nate Rosenblatt, l'auteur de cette étude, ces combattants ne sont donc pas

⁹⁵ Center for Global policy, 18/03/2020, [url](#)

⁹⁶ Asia Times, 21/05/2017, [url](#)

⁹⁷ France Soir, 15/05/2017, [url](#)

⁹⁸ LDD's Long War Journal, 10/07/2018, [url](#)

⁹⁹ LDD's Long War Journal, 29/06/2019, [url](#)

¹⁰⁰ LDD's Long War Journal, 10/07/2018, [url](#)

¹⁰¹ International Crisis Group, 20/02/2020, [url](#)

¹⁰² LDD's Long War Journal, 10/07/2018, [url](#)

¹⁰³ Center for Global policy, 18/03/2020, [url](#)

¹⁰⁴ France Soir, 15/03/2017, [url](#)

¹⁰⁵ Foreign Policy, 20/07/2016, [url](#)

des vétérans du PIT, sont issus d'un milieu social peu élevé et ont des moyens financiers limités¹⁰⁶.

Dans ce document, Nate Rosenblatt souligne que l'OEI a produit des vidéos de propagande à destination de recrues potentielles ouïghours montrant le doyen du djihad en Syrie, un Ouïghour âgé de plus de 80 ans¹⁰⁷ ou encore des enfants ouïghours récitant le Coran et des slogans agressifs envers le gouvernement chinois.

Selon Jacob Zenn, les nouvelles orientations prises par les groupes liés à Al Qaïda en Syrie, destinées à adopter une ligne de conduite plus « syrienne » et moins « internationale », ont provoqué des changements d'alliances et des défections du PIT vers l'OEI¹⁰⁸.

¹⁰⁶ ROSENBLATT Nate, New America, 07/2016, [url](#)

¹⁰⁷ Daily Mail, 04/06/2015, [url](#)

¹⁰⁸ The Central Asia – Caucasus analyst, "Central Asian Militants' Shifting Loyalties in Syria: The Case of The Turkistan Islamic Party", 19/04/2017, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en février et mars 2020.

Organisation intergouvernementale

Conseil de l'Europe, "A.D. and Others v. Turkey", n°22681/09, Cour Européenne des droits de l'Homme (CEDH), 22/07/2014, <https://www.refworld.org/cases,ECHR,53d0dbef4.html>

Institutions nationales

Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) du Canada, "Turkey: Update to TUR32884.E of 7 October 1999 on the treatment of Uighurs and ethnic Chinese; Dogu Turkistan Association, Dogu Turkistan Kurtulush Orgutu and Khazak Vakfi; a meeting in Sultan Ahmet Square (Istanbul) in April 2000 (2000-2002)", 22/04/2002, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=3df4beb60&skip=0&query=uygur&coi=TUR>

China.org.cn¹⁰⁹, "East Turkistan" Terrorist Forces Cannot Get Away With Impunity", 21/01/2002, <http://www.china.org.cn/english/2002/Jan/25582.htm>

Mission permanente de la République populaire de Chine auprès du bureau des Nations-unies à Genève et d'autres organisations internationales en Suisse, 15/12/2003, <http://www.china-un.ch/eng/zt/zgfk/t89062.htm>

Direction du Trésor des États-Unis, "Press Statement on the UN Designation of The Eastern Turkistan Islamic Movement", 09/12/2002, <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/pages/po3415.aspx>

Direction du Trésor des États-Unis, "Executive order 13224", <https://www.state.gov/executive-order-13224/>

Direction du Trésor des États-Unis, « Treasury Targets Leader of Group Tied to Al Qaida », 20/04/2009, <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg92.aspx>

Ouvrage

TOPERICH Sasha, ÜNVER Aylin, « Turkey and transatlantic relations », *Center for Transatlantic Relations SAIS*, 13/02/2018, https://books.google.fr/books?id=4rdZDwAAQBAJ&pg=PT44&lpg=PT44&dq=TOPERICH+Sasha+et+Ünver+Aylin&source=bl&ots=T_gIAb5J6x&sig=ACfU3U3HwxYBXf8LBpO8nWSd5rEyAPBIPQ&hl=en&sa=X&ved=2ahUKewjiwliF1cToAhVLYoUKHVrXDIIsQ6AEwEXoECAoQAQ#v=onepage&q=TOPERICH%20Sasha%20et%20Ünver%20Aylin&f=false

¹⁰⁹ Portail d'informations officiel chinois.

Think tanks, universités, centres de recherche

Center for Global Policy, "Uighur Jihadists in Syria", 18/03/2020, <https://cgpolicy.org/articles/uighur-jihadists-in-syria/>

International Crisis Group, "The Jihadist Factor in Syria's Idlib: A Conversation with Abu Muhammad al-Jolani", 20/02/2020, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/jihadist-factor-syrias-idlib-conversation-abu-muhammad-al-jolani>

Jamestown Foundation, « China's tactics for targeting the Uyghur diaspora in Turkey », 01/11/2019, <https://jamestown.org/program/chinas-tactics-for-targeting-the-uyghur-diaspora-in-turkey/>

BALCI Bayram, « L'embarras de la Turquie face au drame ouïghour », Orient XXI, 10/10/2019, <https://orientxxi.info/magazine/l-embarras-de-la-turquie-face-au-drame-ouighour,3307>

REYHAN Dilnur, « Les Ouïghours en Syrie : mythes, suppositions et réalités fragmentées », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°145, p. 257-279, 09/2019, <https://journals.openedition.org/remmm/12422?lang=en>

LDD's Long War Journal, "Turkistan Islamic Party musters large force for battles in Syria", 29/06/2019, <https://www.longwarjournal.org/archives/2019/06/turkistan-islamic-party-musters-large-force-for-battles-in-syria.php>

CASTETS Rémi, « Entretien : en Syrie, les Ouïghours sont très respectés parmi les jihadistes », *Asialyst*, 08/02/2019, <https://asialyst.com/fr/2019/02/08/remi-castets-syrie-ouighours-respectes-jihadistes-chine-xinjiang/>

Jamestown Foundation, « The Turkistan Islamic Party in double-exile: geographic and organizational divisions in Uighur Jihadism », *Terrorism Monitor*, vol. 16, n°17, 07/09/2018, <https://jamestown.org/program/the-turkistan-islamic-party-in-double-exile-geographic-and-organizational-divisions-in-uighur-jihadism/>

LDD's Long War Journal, "Analysis: The Turkistan Islamic Party's jihad in Syria", 10/07/2018, <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/07/analysis-the-turkistan-islamic-partys-jihad-in-syria.php>

International Center for Counter-Terrorism, « Uighur Foreign Fighters : an underexamined Jihadist challenge », 11/2017, <https://icct.nl/wp-content/uploads/2017/11/ClarkeKan-Uighur-Foreign-Fighters-An-Underexamined-Jihadist-Challenge-Nov-2017-1.pdf>

The Central Asia – Caucasus analyst, "Central Asian Militants' Shifting Loyalties in Syria: The Case of The Turkistan Islamic Party", 19/04/2017, <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13438-central-asian-militants'-shifting-loyalties-in-syria-the-case-of-the-turkistan-islamic-party.html>

ROSENBLATT Nate, "All Jihad is local. What ISIS' files tell us about its fighters", *New America*, 07/2016, <https://na-production.s3.amazonaws.com/documents/ISIS-Files.pdf>

CASTETS Rémi, « Les recompositions de la scène politique ouïghoure dans les années 1990-2000 », *Relations Internationales*, 2011/1 (n°145), p. 87 -103, <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-1-page-87.htm#re40no40>

Jamestown Foundation, « Are China's Uyghurs Operating an al-Qaeda Network in Turkey? Ankara and Beijing Discuss Cooperation Against Terrorism », Terrorism Monitor Vol. 7, n°30, 01/10/2009,

<https://jamestown.org/program/are-chinas-uyghurs-operating-an-al-qaeda-network-in-turkey-ankara-and-beijing-discuss-cooperation-against-terrorism/>

CASTETS Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang », Les études du CERI, n°110, 10/2004,

<https://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr.ceci/files/etude110.pdf>

BESSION Frédérique-Jeanne, « Les Ouïghours hors du Turkestan oriental : de l'exil à la formation d'une diaspora », Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 1998, n°25, p.161-192,

<https://journals.openedition.org/cemoti/60>

Organisations non-gouvernementales

Site web du Congrès Mondial Ouïghour (CMO),

<https://www.uyghurcongress.org/en/activities-overview/>

Site web de l'Association de Solidarité et d'Éducation du Turkestan Oriental:

- "We Strongly Dismiss the Slanderous Article Against Our Association; It Is an Example of Irresponsibility", 12/09/2018, <https://maarip.org/english/blog/2018/09/12/we-strongly-dismiss-the-slanderous-article-against-our-association-it-is-an-example-of-irresponsibility/>
- "Statement of ETESA on Fake Chinese Blames", 27/08/2013, <https://maarip.org/english/blog/2013/08/27/statement-of-etesa-on-fake-chinese-blames-2/>

Site web de l'Union des ONG du monde islamique, « East Turkistan Education and Solidarity Association », <https://www.idsb.org/en/uye-detay/228/east-turkistan-education-and-solidarity-association>

Human Rights Watch (HRW), "Devastating Blows Religious Repression of Uighurs in Xinjiang", 04/2005, <https://www.hrw.org/reports/2005/china0405/>

Amnesty International (AI), "République populaire de Chine, guerre contre le terrorisme : les Ouïghours fuient les persécutions », 07/2004,

<https://www.amnesty.org/download/Documents/92000/asa170212004fr.pdf>

Site web de l'US National Endowment for Democracy, <https://www.ned.org/wp-content/themes/ned/search/grant-search.php?organizationName=®ion=&projectCountry=&amount=&fromDate=&toDate=&projectFocus%5B%5D=&search=uyghur&maxCount=25&orderBy=Year&start=1&sbmt=1>

Médias

National Public Radio (NPR), « "I thought it would be safe": Uighurs in Turkey now fear China's long arm », 13/03/2020, <https://www.npr.org/2020/03/13/800118582/i-thought-it-would-be-safe-uyghurs-in-turkey-now-fear-china-s-long-arm?t=1584541773850>

Middle East Monitor, « Not all Uyghurs are terrorists, Turkey tells China », 18/02/2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200218-not-all-uyghurs-are-terrorists-turkey-tells-china/>

The New York Times, "They built a homeland far from China's grip. Now they're afraid.", 21/12/2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/21/world/asia/xinjiang-turkey-china-muslims-fear.html>

Foreign Policy, "The capital of Xinjiang is now in Turkey", 30/09/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/09/30/the-capital-of-xinjiang-is-now-in-turkey/>

Radio Free Asia (RFA), "Uyghur mother, daughters, deported to China from Turkey", 08/09/2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/deportation-08092019171834.html>

Daily Sabah, « Turkey – China relations and beyond », 16/08/2019, <https://www.dailysabah.com/op-ed/2019/08/16/turkey-china-relations-and-beyond>

South China Morning Post, « Turkish President Recep Tayyip Erdogan's 'happy Xinjiang' comments 'mistranslated' in China », 22/07/2019, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3019630/turkish-president-recep-tayyip-erdogans-happy-xinjiang>

Le Figaro, « Ouïghours: Erdogan prône une solution tenant compte des «sensibilités» des deux parties », 04/07/2019, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/ouighours-erdogan-prone-une-solution-tenant-compte-des-sensibilites-des-deux-parties-20190704>

Cable News Network (CNN) "Erdogan says Xinjiang camps shouldn't spoil Turkey-China relationship", 05/07/2019, <https://edition.cnn.com/2019/07/05/asia/turkey-china-uyghur-erdogan-intl-hnk/index.html>

SupChina, "Chinese Media: Turkey President Erdoğan Says Uyghurs 'Living Happily In Xinjiang'", 02/07/2019, <https://supchina.com/2019/07/02/chinese-media-erdogan-says-uyghurs-living-happily-in-xinjiang/>

Reuters, « Without papers, Uighurs fear for their future in Turkey », 28/03/2019, <https://widerimage.reuters.com/story/without-papers-uighurs-fear-for-their-future-in-turkey>

Hürriyet Daily News, "19 suspects released pending trial in Reina nightclub attack case", 19/02/2019, <https://www.hurriyetdailynews.com/19-suspects-released-pending-trial-in-reina-nightclub-attack-case-141335>

Cable News Network (CNN), « Turkey condemns China's « torture and political brainwashing » in Xinjiang », 11/02/2019, <https://edition.cnn.com/2019/02/10/asia/turkey-china-uyghur-xinjiang-intl/index.html>

Associated Press (AP), « AP Exclusive : Uighurs fighting in Syria take aim at China », 22/12/2017, <https://apnews.com/79d6a427b26f4eeab226571956dd256e/AP-Exclusive:-Uighurs-fighting-in-Syria-take-aim-at-China>

Le Monde, "Deux français jugés pour l'attentat du Nouvel an à Istanbul », 09/12/2017, https://www.lemonde.fr/international/article/2017/12/09/deux-francais-juges-pour-l-attentat-du-nouvel-an-a-istanbul_5227121_3210.html

The Straits Times, "No justice in sight two years after Erawan shrine bombing in Bangkok", 18/08/2017, <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/no-justice-in-sight-two-years-after-erawan-shrine-bombing-in-bangkok>

Euronews, « La Turquie a reconnu le Mouvement Islamique du Turkestan oriental comme organisation terroriste » (Türkiye, Doğu Türkistan İslami Hareketi'ni terör örgütü olarak tanıdı), 03/08/2017, <https://tr.euronews.com/2017/08/03/turkiye-dogu-turkistan-islami-hareketini-teror-orgutu-olarak-tanidi>

The Diplomat, « 3 Convicted for Chinese Embassy Attack in Bishkek », 30/06/2017, <https://thediplomat.com/2017/06/3-convicted-for-chinese-embassy-attack-in-bishkek/>

Asia Times, "Chinese uyghur colonies in Syria challenge Beijing", 21/05/2017, <https://asiatimes.com/2017/05/chinese-uyghur-colonies-syria-challenge-beijing/>

France Soir, « Les Ouïghours de l'État islamique: ces combattants venus de Chine pour faire le djihad », 15/03/2017, <http://www.francesoir.fr/politique-monde/les-ouighours-de-etat-islamique-ces-combattants-venus-de-chine-pour-faire-le-djihad-daech-chinois-islam-terrorisme-kamikaze-analyse-syrie-irak>

Reuters, « In Istanbul district, horror but scant surprise at links to nightclub shooter », 06/01/2017, <https://www.reuters.com/article/us-turkey-attack-migrants/in-istanbul-district-horror-but-scant-surprise-at-links-to-nightclub-shooter-idUSKBN14Q1X6>

Radio France Internationale (RFI), « Attentat de Bangkok: deux Ouïghours chinois devant la justice thaïlandaise », 23/08/2016, <http://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20160823-attentat-bangkok-aout-2015-deux-ouighours-chinois-devant-justice-thaïlande>

The Diplomat, "Criminal Gangs Selling Fake Kyrgyz Passports to China's Uyghurs", 17/08/2016, <https://thediplomat.com/2016/08/criminal-gangs-selling-fake-kyrgyz-passports-to-chinas-uyghurs/>

Foreign Policy, "Report: More Than 100 Chinese Muslims Have Joined the Islamic State", 20/07/2016, <https://foreignpolicy.com/2016/07/20/report-100-chinese-muslims-have-joined-isis-islamic-state-china-terrorism-uyghur/>

Radio Free Europe – Radio Liberty (RFE/RL), « Nearly 100 Uyghurs From China Detained In Turkey With 'Kyrgyz Passports' », 18/05/2016, <https://www.rferl.org/a/uyghurs-kyrgyzstan-passports-turkey-china/27742755.html>

Novastan, « La diaspora ouïghoure en Turquie : origines (1/3) », 14/05/2016, <http://www.novastan.org/fr/region-ouighoure/la-diaspora-ouighoure-en-turquie-origine-13/>

Le Point, « Attentat de Bangkok: deux accusés chinois ouïghours plaident non coupables », 16/02/2016, https://www.lepoint.fr/monde/attentat-de-bangkok-deux-accuses-chinois-ouighours-plaident-non-coupables-16-02-2016-2018649_24.php

Libération, « Des passeports très diplomatiques pour les Ouïghours », 29/10/2015, https://www.liberation.fr/planete/2015/10/29/des-passeports-tres-diplomatiques-pour-les-ouighours_1409841

MEMRI, « Uyghur Families Colonize Syrian Village », 03/09/2015, <https://www.memri.org/tv/uyghur-families-colonize-syrian-village>

The Guardian, "Bangkok bomb: Thai police say arrested man part of people-smuggling group", 30/08/2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/aug/30/thai-police-hunt-more-suspects-after-bangkok-bomb-arrest>

British Broadcasting Company (BBC), "Thai embassy in Turkey closes after pro-Uighur protests", 10/07/2015, <https://www.bbc.com/news/world-asia-33474720>

Bangkok Post, "Thai consulate attacked in Turkey", 09/07/2015, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/618268/thai-consulate-attacked-in-turkey>

The Daily Mail, "Is this the oldest jihadi in ISIS? Elderly man flees China with his family to fight alongside terror group in Syria", 04/06/2015, <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3110022/Is-ISIS-oldest-jihadi-Elderly-man-flees-China-family-fight-alongside-terror-group-Syria.html>

British Broadcasting Company (BBC), "China 'breaks Turkish-Uighur passport plot'", 14/01/2015, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-30810439>

Global Times, "Turkey's ambiguous policies help terrorists join IS jihadist group: analyst", 15/12/2014, <http://www.globaltimes.cn/content/896765.shtml>

Radio France Internationale (RFI), « Thaïlande: 200 migrants présumés ouïghours arrêtés dans le Sud », 14/03/2014, <http://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20140314-thaïlande-200-migrants-presumes-ouïghours-arretes-le-sud>

The Diplomat, « Interviews : Rebiya Kadeer », 25/10/2013, <https://thediplomat.com/2013/11/rebiya-kadeer/>

Taipei Times, « TSU demands visa for Rebiya Kadeer », 02/07/2012, <http://www.taipeitimes.com/News/front/archives/2012/07/02/2003536749>

Le Figaro, « Istanbul, capitale des réfugiés ouïghours », 20/07/2009, <https://www.lefigaro.fr/international/2009/07/20/01003-20090720ARTFIG00225-istanbul-capitale-des-refugies-ouïghours-.php>

The New York Times, « Turkey : Visa for a Uighur Leader », 09/07/2009, <https://www.nytimes.com/2009/07/10/world/europe/10briefs-Turkey.html?searchResultPosition=4>

China Daily, « China seeks co-op worldwide to fight East Turkestan terrorists », 15/12/2003, http://www.chinadaily.com.cn/en/doc/2003-12/15/content_290633.htm

Radio Free Asia (RFA), "Separatist leader vows to target Chinese Government", 29/01/2003, <https://www.rfa.org/english/news/97878-20030129.html?searchterm:utf8:ustring=%20hazret>

Autre source

Atlas Obscura, "Isa Yusuf Alptekin Park: a tiny park in the middle of some big power politics", <https://www.atlasobscura.com/places/isa-yusuf-alptekin-park>